



HAL
open science

Le journal persanophone Ḥabl ol-Matīn et la question marocaine au début du XX e siècle

Leila Koochakzadeh

► **To cite this version:**

Leila Koochakzadeh. Le journal persanophone Ḥabl ol-Matīn et la question marocaine au début du XX e siècle. Relations internationales, 2019. halshs-02518608

HAL Id: halshs-02518608

<https://shs.hal.science/halshs-02518608>

Submitted on 6 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le journal persanophone *Ḥabl ol-Matīn* et la question marocaine au début du XX^e siècle

Leila KOOCHAKZADEH

La question marocaine a révélé les intentions secrètes des Européens [vis-à-vis des nations moins avancées]. Elle a montré au monde le vrai visage de la civilisation européenne. [...] [La question marocaine] nous a fait découvrir que les Européens ne respectent pas l'honneur de la parole donnée et signée : pour eux, le respect des traités et des engagements n'est point une nécessité de l'humanité. [...] Dès lors que Moulay Hafid, le sultan du Maroc, a de lui-même revêtu le collier de l'esclavage autour de son propre cou et de celui de tous les Marocains, ces derniers se sont rendu compte qu'ils avaient désormais non seulement perdu leur souveraineté et leur liberté, mais encore que leur religion et leur honneur seraient détruits par les mains des Français¹.

L'ironie et l'amertume de ces propos, tenus dans *Ḥabl ol-Matīn*, un journal persanophone de la communauté musulmane de Calcutta, exprime bien la position de leur auteur au sujet de la mise sous protectorat français du Maroc en 1912 : il éprouve la plus grande méfiance vis-à-vis des puissances occidentales qui avaient garanti, à la conférence d'Algésiras de 1906, l'indépendance et l'intégrité de ce pays, tandis qu'il tient le Sultan du Maroc, par son obéissance, comme coresponsable de la chute de son royaume dans l'occupation étrangère.

Nombreux sont les journaux iraniens² ou persanophones qui suivent les développements politiques de la situation au Maroc au début du XX^e siècle. Cette préoccupation n'est pas l'apanage d'une élite au fait des grandes nouvelles du monde et résidant dans les grands centres urbains ou à l'étranger ; plusieurs journaux de faible renommée, diffusés dans les petites villes provinciales, publient aussi des informations sur la question marocaine. Ainsi, par exemple, le journal *Kheyr ol-Kalām*, à Rasht, petite ville du nord de l'Iran, publie-t-il plusieurs articles sur le Maroc, car, comme on peut le lire dans l'un d'entre eux, « les habitants s'enquièreent souvent » de l'actualité de ce pays³.

J'entends ici étudier le cas du journal persanophone *Ḥabl ol-Matīn*, qui accorde une attention toute particulière à la question coloniale marocaine. Loin de seulement diffuser des entrefilets purement informatifs, comme les autres journaux iraniens, il couvre attentivement les événements politiques au Maroc, relaye les analyses de la presse internationale ou des acteurs impliqués, et n'hésite pas à faire part de ses opinions sur le sujet.

HABL OL-MATIN, LA « TERREUR DES AUTORITÉS ET L'ESPOIR DES LIBÉRAUX », LE « CHAMPION DU PANISLAMISME »⁴

Ḥabl ol-Matīn est né en 1888 de la rencontre entre Seyyed Jalāl ol-Dīn Ḥoseynī Kāshānī et l'un des grands théoriciens du panislamisme, Seyyed Jamāl al-Dīn Asadābādī, dit Al-

¹ * Je tiens à remercier Simon Berger qui a eu la gentillesse de relire cet article.

. *Ḥabl ol-Matīn*, n° 1, 1912, p. 3.

² . Quoique les sources occidentales de l'époque parlent de la Perse et des Persans, et ce jusqu'au décret royal du 21 mars 1935 demandant aux relations étrangères d'employer désormais le nom Iran, ce dernier était le seul utilisé par les Iraniens eux-mêmes depuis l'Antiquité. C'est pourquoi nous parlerons ici d'Iran et d'Iranien(s).

³ . *Kheyr ol-Kalām*, n° 8, 1909, p. 1.

⁴ . *Mercur de France*, n° 647, vol. CLXXX, 1925, p. 263 ; Edward Granville Browne, *The press and poetry of modern Persia*, Cambridge, University Press, 1914, p. XII.

Afghānī⁵. Ce dernier encourage Kāshānī à éditer un journal qui sensibiliserait et informerait les gens à propos des événements du monde, et qui éveillerait leur conscience politique⁶. C'est ainsi qu'en 1893, Kāshānī fonde un hebdomadaire à Calcutta, la ville où il réside jusqu'à sa mort, en 1930. Inspiré par le verset 103 de la sourate *Al-i-Imrān* (« Attachez-vous tous au pacte de Dieu ; ne vous divisez pas »⁷), il nomme son journal *Ḥabl ol-Matīn*, « corde solide » ; il entend en faire le porte-parole de la population iranienne, ainsi que des autres pays islamiques.

Ḥabl ol-Matīn est « massivement diffusé » à Téhéran et dans d'autres grandes villes⁸, bien que divers obstacles – la distance entre l'Inde et l'Iran, le contrôle étroit exercé par l'État iranien sur la propagation des idées progressistes *via* la presse, surtout dans les premières années de la publication de ce journal – aient rendu sa diffusion malaisée. La persévérance et l'opiniâtreté de son rédacteur en chef permit cependant de surmonter ces difficultés.

La quasi-totalité des contemporains de Kāshānī, ses opposants comme ses partisans, s'accordent sur le rôle majeur joué par *Ḥabl ol-Matīn* dans la sensibilisation de l'opinion publique aux grands enjeux politiques de l'époque, ainsi que sur son influence sur les milieux politiques et religieux de l'Iran d'alors. 'Eyn ol-Saltāneh, prince qājār nostalgique de la période antérieure à la révolution constitutionnelle de 1906, critique ainsi le rôle « destructeur » du journal :

La moitié de ces conflits [entre les constitutionnalistes et les royalistes], et le chaos qui sévit en Iran, sont causés par la plume de cet homme [Seyyed Jalāl ol-Dīn Kāshānī]. Il est responsable de tout le sang versé, de ces pillages et de la ruine de l'Iran⁹.

D'après ce même prince, ce journal représente une telle menace pour certains gouverneurs des provinces que ceux-ci tentent d'en contrecarrer la diffusion en faisant acheter certains numéros par lots entiers à des prix plus élevés que le prix de base demandé¹⁰.

La réputation du journal dépassa les frontières de l'Iran ou de l'Inde, où il est initialement publié, et « il s'acquit la faveur universelle » serait exagéré¹¹ : *Ḥabl ol-Matīn* est également lu en Afghanistan, en Asie centrale, dans le Caucase et dans l'Empire ottoman. Grâce au succès du journal, Kāshānī étend son réseau, créant de nouveaux journaux dans d'autres langues, comme l'anglais, l'ourdou et le bengali¹². Ceux-ci n'acquirent cependant jamais la renommée de *Ḥabl ol-Matīn*. La *Revue du monde musulman*, qui reprend souvent ses articles sur la situation sociopolitique de l'Iran, trouve au journal anglophone *Molk va mellat : Kingdom and nation*, publié par la nouvelle entreprise de presse de Kāshānī, la *Ḥabl ol-Matīn Limited Company*, le mérite de

⁵ Né en 1863 dans une famille de commerçants religieux, Seyyed Jalāl ol-Dīn Hoseynī Kāshānī commence ses études à Ispahan, avant de quitter l'Iran pour l'Iraq afin d'y poursuivre des études religieuses auprès des oulémas chiites du pays. À l'âge de 28 ans, il s'installe à Calcutta où il se marie avec la fille d'un marchand musulman indien, et commence une carrière de commerçant et de journaliste à la fois. Sur Seyyed Jamāl al-Dīn Asadābādī, dit Al-Afghānī : Mehdi Bāmdād, *Sharh-e Hāl-e rejāl-e Iran* (Biographie des grands hommes de l'Iran), vol. VI, Téhéran, Zawār, 1973, p. 71.

⁶ . Moḥammad Mohiṭ Tabātabā'i, *Tārīkh-e taḥlīlī-ye maṭbū'āt-e Irān* (Histoire analytique de la presse iranienne), Téhéran, Be'tat, 1996, p. 54.

⁷ . Coran 3, 103, tr. D. Masson, Paris, Gallimard, 1967, p. 75.

⁸ . *Ketāb-e ābī : gozāreshay-e maḥramāne vezārat omūr-e khārejah engelīs darbāreh enghelāb-e mashrūteh Irān* (Le livre bleu : les rapports confidentiels du ministère britannique des Affaires étrangères à propos de la révolution constitutionnelle iranienne), éd. Ahmad Bashīrī, vol. I, Téhéran, Nashr-e no, 1984, p. 29.

⁹ . 'Eyn ol-Saltāneh, *Rūznāmeḥ khāṭerāt-e 'Eyn ol-Saltāneh* (Les mémoires de 'Eyn ol-Saltāneh), éd. Mas'ūd Salūr et Iraj Afshār, vol. IV, Téhéran, Asāfir, 1995, p. 2742.

¹⁰ . *Ibid.*, vol. II, p. 1485.

¹¹ . Eugène Aubin, *La Perse d'aujourd'hui*, Paris, A. Colin, 1908, p. 193.

¹² . Nassereddin Parvin, « *Habl al-Matin* », in *Encyclopaedia Iranica*, 2012.

[...] fournir, avec le concours de correspondants placés sur tous les points du globe, des nouvelles concernant l'islam tout entier, sans se limiter aux pays exclusivement musulmans ; chose qu'aucun autre organe islamique n'avait faite encore¹³.

Vivant en territoire colonisé, Seyyed Jalāl ol-Dīn Kāshānī, qui en 1898 reçoit de Mozafar ol-Dīn Shāh Qājār (1896-1907) le titre de Mō'ayyed ol-Islām [Auxiliaire de l'islam], et sera désormais davantage connu sous ce nom¹⁴, voue une attention particulière à la question de l'unité du monde musulman comme moyen de résister à l'interventionnisme étranger. Il met ainsi continuellement en garde ces lecteurs contre les puissances occidentales qui, selon lui, visent à « anéantir le monde musulman »¹⁵. Le journal préconise ainsi, pour faire face à l'impérialisme occidental, que les musulmans « sortent de l'ignorance, se tiennent la main et [fassent] du mot sacré de l'islam l'étalon de leur vertu »¹⁶. En raison de cette opposition frontale au colonialisme, le journal fut saisi plusieurs fois par les autorités impériales britanniques en Inde, ce qui n'empêcha pas Kāshānī/Mō'ayyed ol-Islām de continuer sa publication, envers et contre tous. Son discours anti-impérialiste et anticolonialiste le place fort probablement dans la catégorie des journaux « *mischievous and dangerous* » (malveillant et dangereux) dans le tableau que dresse le *Times* en 1908 de la presse libre en Iran¹⁷.

Selon Mustafa Nurul Islam, l'auteur de *Bengali muslim public opinion as reflected in the Bengali press 1901-1930*, Mō'ayyed ol-Islām « est considéré comme le plus grand expert politique en Orient »¹⁸. Si ce point de vue paraît quelque peu excessif, il faut noter que, de fait, la pensée de Mō'ayyed ol-Islām exerce une influence importante sur les élites du monde musulman. En raison probablement de ses orientations panislamistes, son journal reçoit d'ailleurs une allocation annuelle de quatre cents livres ottomanes du « calife de l'islam et des musulmans, le sultan Abdul-Hamīd al-Ghāzī »¹⁹, à une époque où le panislamisme est l'un des principaux leviers politiques actionnés par le sultan ottoman. Dans le numéro 14 de l'année 1898 de *Habl ol-Matīn*, soit dans la cinquième année de sa publication, Mō'ayyed ol-Islām écrit en effet qu'il s'est donné pour tâche fondamentale d'apaiser la discorde entre chiïtes et sunnites et de réaliser l'unité des musulmans. Mō'ayyed ol-Islām est de ce fait entouré d'un grand respect de la part des musulmans de l'Inde, au sein desquels il est bien intégré. Il participe activement à la vie sociale et intellectuelle d'une communauté globalement soucieuse des relations politiques entre les puissances occidentales et le monde musulman en général. L'exemple suivant montre à la fois l'activité développée par Mō'ayyed ol-Islām au sein de la communauté musulmane de Calcutta, et la confiance que ces derniers lui témoignent :

Hier, les représentants des musulmans se sont rassemblés dans le bureau de *Habl ol-Matīn* [à Calcutta] et ont créé un fonds du Croissant Rouge afin de récolter de l'argent pour les blessés de l'armée ottomane [alors engagée dans la guerre de Tripolitaine]²⁰.

¹³ . *Revue du monde musulman* XXX, 1915, p. 214-215.

¹⁴ . Abdol-Hoseyn Khān Malek ol-Movarekhīn, *Merāt ol-vaghāye' moza'ffarī* (Le miroir des événements de l'époque de Moza'ffar ol-Dīn Shāh), éd. Abdol-Hoseyn Navā'ī, vol. I, Téhéran, Mirāth-e maktūb, 2007, p. 289.

¹⁵ . L'expression revient souvent dans le journal *Habl ol-Matīn*.

¹⁶ . *Habl ol-Matīn*, n° 16, 1911, p. 4.

¹⁷ . Citation tirée de : Edward Granville Browne, *op. cit.*, p. 22.

¹⁸ . Mustafa Nurul Islam, *Bengali muslim public opinion as reflected in the Bengali press 1901-1930*, Dacca, Bangala academy, 1973, p. 93 : « is reputed to be the greatest political expert in the East ».

¹⁹ . *Habl ol-Matīn*, n° 14, 1898, p. 157. Il s'agit naturellement du sultan Abdul-Hamīd II (1842-1918).

²⁰ . *Habl ol-Matīn*, n° 16, 1911, p. 12.

Cela n'empêche pourtant pas Mō'ayyed ol-Islām de prendre ses distances avec une certaine frange de la communauté musulmane indienne, dont le radicalisme s'exprime par exemple dans le mensuel *Islam-prachark*, qui estime qu'un gouvernement constitutionnel « n'est accepté ni par le Coran, ni par l'islam et pas non plus, par conséquent, par Allah le miséricordieux »²¹. À l'opposé de cet avis, Mō'ayyed ol-Islām entend promouvoir un État constitutionnel ouvert sur le monde, capable de mener son peuple et, dans l'idéal, le monde musulman en général sur la voie du progrès, en résistant aux puissances impérialistes et en sollicitant l'aide des pays neutres déjà « modernisés ». Pour lui, le seul moyen de faire face aux puissances occidentales est justement d'adopter les mêmes voies sur les plans technique, politique et social :

[Il faut que] les Iraniens prennent le même chemin que leurs ennemis. [...] Sauver l'Iran se résume à deux solutions : comprendre la pratique de ses ennemis et acquérir les principes du progrès et de la civilisation à la manière des États progressistes d'aujourd'hui²².

En somme, il faut retourner contre les Occidentaux impérialistes leurs propres armes. Et pour combler leur retard, les pays musulmans doivent avoir recours aux autres pays occidentaux « civilisés ».

Mō'ayyed ol-Islām, profondément marqué par l'idée d'une union du monde musulman, la propage *via* ses journaux. Cependant, il est Iranien et chiite, et son nationalisme tend parfois à prendre le pas sur son panislamisme. Dans les pages d'*Ḥabl ol-Matīn*, le slogan de l'unité du monde musulman cède de temps à autre la place à des appels pour « remplir son devoir d'Iranien ». Il semble même que, dans certaines de ses occurrences, le terme de *madhab* (litt. « courant, école », *i.e.* ici le chiisme) est volontairement utilisé à la place de celui de *dīn* (litt. « religion », *i.e.* l'islam). Il écrit ainsi, par exemple, en 1911 : « Les Iraniens ne doivent compter que sur eux-mêmes, uniquement ! S'ils remplissent leurs devoirs d'Iraniens, aucun ennemi puissant ne pourra les subjuguier » ; un peu plus loin, il précise que par « devoirs », il faut entendre « des réformes administratives et militaires et le soutien au *madhab* »²³. Cet appel à l'autonomie de l'Iran chiite dans la lutte contre l'impérialisme, au détriment de l'union de tous les musulmans, constitue un revirement par rapport aux débuts du journal ; celui-ci trouve vraisemblablement racine dans la recrudescence, depuis 1908, des conflits frontaliers entre l'Iran et l'Empire ottoman, ce dernier profitant du chaos que suscitent en Iran l'affrontement entre royalistes et constitutionnalistes ainsi que la présence militaire russe au nord du pays à partir de 1911. Qui plus est, la destitution d'Abdul-Hamīd II en 1909 a pour conséquence l'abandon du panislamisme au sommet de l'Empire ottoman, au profit du panturquisme. D'où probablement, en retour, l'insistance de plus en plus marquée de *Ḥabl ol-Matīn* sur la notion d'iranité et la spécificité chiite de l'Iran.

LA « QUESTION MAROCAINE » VUE PAR *ḤABL OL-MATĪN*

Dès le début de XX^e siècle, et selon la logique de sa ligne éditoriale, Mō'ayyed ol-Islām affiche l'inquiétude que lui inspire les « intentions futures » de la France au Maroc²⁴ : « même si, officiellement, aucune nouvelle n'est parvenue à ce propos, il ne fait pas de doute que la France a mis le Maroc sous sa coupe avec l'accord de la Grande-Bretagne »²⁵. Il considère la

²¹ . Mustafa Nurul Islam, *op. cit.*, p. 25 : « is not approved by the Quran, nor by Islam and consequently, not by all-merciful Allah either ».

²² . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 45, 1911, p. 4.

²³ . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 13, 1911, p. 4.

²⁴ . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 6, 1903, p. 24.

²⁵ . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 5, 1903, p. 2.

mise sous tutelle progressive du Maroc comme l'application d'un plan plus vaste des puissances occidentales, visant à « arracher les racines de la souveraineté des musulmans », alors que l'union du monde musulman, qui se serait enfin réveillé, pourrait mettre un terme aux ingérences occidentales²⁶.

En effet, ce journal considère la révolution constitutionnelle iranienne de 1906, la révolution ottomane de 1908 et les troubles et révoltes qui agitent le monde musulman « de l'Hindū Kush au Maroc » comme participant d'un mouvement général²⁷. Très inquiets, les gouvernements européens réagissent en cherchant à étouffer ces *ḥarakāt* (litt. « mouvements ») :

Les gouvernements islamiques ont décidé de faire valoir leurs droits, de protéger leur indépendance, de préserver leur honneur national. [...] cet éveil [...] a entraîné l'agression européenne à l'encontre du monde islamique. En Iran et au Maroc, ils ont suscité la guerre civile, dont résulte la mort de milliers de personnes²⁸.

La situation du Maroc et celle de l'Iran, aux deux extrémités du monde musulman, sont ici explicitement placées sur un même plan. Les tentatives de la France pour accroître son emprise sur le Maroc sont vues par *Ḥabl ol-Matīn*, à l'aune de la conjoncture iranienne, comme les éléments d'un vaste complot ourdi par la Russie, la Grande-Bretagne et la France. L'auteur souligne ainsi que la participation à la conférence d'Algésiras de la Russie, État n'ayant aucun intérêt direct au Maroc, n'a pour but que de « faire gagner à la France la majorité des voix », dans un jeu de bascule entre les deux puissances européennes qui laisse, à l'Est, la Russie étendre son influence en Iran, et à l'Ouest, la France s'accaparer le Maroc²⁹.

Cette méfiance affichée du journal à l'égard des Russes, des Britanniques et des Français s'accompagne de louanges et de manifestations de sympathie à l'égard de l'Allemagne. D'une façon générale, la presse iranienne ou persanophone est unanime pour manifester tant sa défiance à l'égard de l'Entente cordiale franco-britannique de 1904, que sa bienveillance vis-à-vis du « coup de Tanger » de 1905 : nombre de journaux iraniens ou persanophones voient dans l'intervention du Kaiser un acte libérateur pour le Maroc. Ainsi, par exemple, l'entrefilet publié dans la rubrique des brèves du journal persanophone *Ḥekmat*, publié par la communauté iranienne du Caire :

L'ambassadeur d'Allemagne a rassuré le Sultan du Maroc sur le fait qu'il n'y a pas de raison de craindre la France. Quoi qu'il arrive, l'Allemagne soutiendra le Sultan. Si la France est voisine du Maroc (*via* l'Algérie), l'Allemagne est voisine de la France en Europe³⁰.

Le journal se réjouit ainsi de cette menace à peine voilée de l'Allemagne envers la France. Comment expliquer cette animosité de la presse persanophone en général, et de *Ḥabl ol-Matīn* en particulier, envers la France, alors que l'Iran et la France entretiennent de bonnes relations à cette époque ? Au-delà de la question religieuse, qui suscite chez les Iraniens empathie et compassion envers le Maroc, il est nécessaire de replacer le positionnement de *Ḥabl ol-Matīn* sur la question coloniale marocaine dans le contexte des événements qui surviennent alors en Iran.

Depuis le début du XIX^e siècle, Russes et Britanniques ont placé l'Iran sous leur domination politique et économique, et rivalisent pour y étendre leur influence. En 1905, ces deux puissances entament des négociations pour parvenir à un accord qui transformerait l'Iran en État-tampon entre les deux empires. *Ḥabl ol-Matīn*, dont le réacteur est bien conscient de

²⁶ . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 19, 1904, p. 4.

²⁷ . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 26, 1912, p. 7.

²⁸ . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 26, 1912, p. 12.

²⁹ . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 42, 1912, p. 22.

³⁰ . *Ḥekmat*, n° 849, 1905, p. 16.

ces développements de la politique internationale, tente, dès le début de l'année, d'alerter le gouvernement et la population d'Iran : « Si l'on n'empêche pas la signature de ce traité, l'Iran peut dire adieu à son indépendance »³¹. Néanmoins le pays est alors en proie à des bouleversements intérieurs qui conduisirent à la révolution constitutionnelle de 1906, et ces mises en garde restent lettre morte. Le 31 août 1907, la Grande Bretagne et la Russie concluent finalement un accord délimitant leurs sphères d'influence respectives en Iran, en Afghanistan et au Tibet. En vertu de l'une de ses clauses, la Grande-Bretagne et la Russie se partagent l'Iran : les Britanniques occupent le sud du pays devenu leur zone d'influence exclusive, et la Russie le nord, tandis que le centre de l'Iran reste un espace neutre. Le gouvernement et le parlement iraniens avaient été naturellement tenus à l'écart de toutes ces tractations³². Or, la France « prêta la main [depuis 1905] aux préparatifs de l'accord russo-britannique »³³.

Limiter, voir même mettre fin à l'intervention étrangère est l'objectif premier du parlement iranien nouvellement mis en place en 1907. L'accord russo-britannique va, bien évidemment, à l'encontre de cet objectif. Conscient de la concurrence acharnée, depuis le début du XIX^e siècle déjà, entre la Grande-Bretagne et la Russie pour obtenir plus d'avantages économiques et politiques en Iran, l'État Qājār (1789-1925) avait appris à jouer un jeu de bascule entre ces deux grandes puissances, afin d'empêcher la mainmise totale de l'un d'eux sur le pays. S'adresser à une troisième puissance alternative fut une autre politique des Qājār afin de réduire, ou tout du moins d'ébranler, le pouvoir des Russes et des Britanniques. La France, depuis l'époque où Napoléon cherchait à menacer les Indes britanniques en se rapprochant de l'Iran, occupait traditionnellement ce rôle de tierce puissance alternative. Mais l'accord de 1907 vient priver l'Iran de cet « atout », car ces vieux concurrents se sont enfin entendus sur les questions iranienne et centrasiatique. Pire encore, la France, qui aurait pu protéger l'Iran des appétits russo-britanniques, s'est entremis dans ce rapprochement diplomatique, qui sert ses desseins contre l'Allemagne.

L'image de la France, pourtant pays de la Révolution, est abîmée auprès des élites intellectuelles iraniennes lorsqu'elle décide d'accorder un prêt à la Russie, en juin 1906. Cette dernière, pourtant, apparaît comme une dictature sanguinaire, réprimant dans ses frontières les mouvements révolutionnaires, et elle vient d'être vaincue par le Japon, un petit pays constitutionnel d'Orient qui fait, par conséquent, figure de modèle³⁴. La déception que suscita la position de la France à l'égard des Russes et des Britanniques fut à la hauteur des attentes qu'elle a pu susciter, de par sa place traditionnelle dans la politique étrangère de l'Iran, son régime démocratique et républicain, et son histoire révolutionnaire, qui est une source d'inspiration pour les partisans de la révolution de 1906 ; elle explique les critiques virulentes dont la France est particulièrement l'objet dans la presse iranienne et persanophone.

HABL OL-MATIN VU PAR LA MARTINIÈRE, MINISTRE DE FRANCE EN IRAN (1907-1908)

Après la signature de l'accord russo-britannique de 1907, le gouvernement français décide de nommer comme représentant en Iran « un connaisseur du monde musulman, capable de saisir ce qui se jouait en Perse »³⁵. En 1907, le ministre plénipotentiaire Eugène

³¹ . *Habl ol-Matīn*, n° 13, 1905, p. 1.

³² . Comme cela avait été le cas du sultan du Maroc lors de la conclusion de l'Entente cordiale de 1904, par laquelle la Grande-Bretagne reconnaissait les prétentions françaises sur le Maroc.

³³ . Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*, Paris, Association pour l'avancement des études iraniennes, 2007, p. 224.

³⁴ . Après sa victoire de 1905 face à la Russie, le Japon devient au regard de l'élite iranienne le symbole de la réussite d'une puissance asiatique constitutionnelle développée, libérée et victorieuse du joug occidental.

³⁵ . Florence Hellot-Bellier, *op. cit.*, p. 218.

Aubin, plus connu dans les correspondances diplomatiques sous le nom de Léon Descos, est remplacé à Téhéran par Henri de La Martinière, qui avait effectué une bonne partie de sa carrière au Maroc et en Algérie, où il avait également œuvré comme archéologue. Dans la ligne de la consolidation de la Triple Entente à laquelle œuvre la France, le nouveau ministre est engagé à « accorder la priorité à la recherche d'un terrain d'entente » entre les Britanniques et les Russes en Iran³⁶. Or, d'emblée, le nouveau ministre de France porte un vif intérêt au contenu d'*Ḥabl ol-Matīn*. À tel point qu'il consacre au moins trois de ses dépêches au contenu de ce journal. Dans un courrier du 9 décembre 1907, il résume puis commente ainsi « l'article du journal *Ḥabl ol-Matīn* sur l'accord anglo-russe en ce qui concerne la Perse » pour Stéphen Pichon, le ministre français des Affaires étrangères :

Ce n'est là que le commencement du partage du pays. [...] Les gouvernements russe et britannique s'engagent à respecter l'intégrité de l'Iran, mais cette formule ne trompe personne : il n'y a qu'à citer l'exemple de la Tunisie, de l'Égypte, et même de la Finlande. Cependant si les Persans veulent essayer de résister aux conséquences déplorables de cette entente, il leur faut tout d'abord réorganiser leur armée en utilisant les services d'officiers *suisse*s, créer leur langue nationale [...]. Durant les années qui vont venir, il est vraisemblable que les Russes et les Anglais se tiendront tranquilles, se bornant à augmenter leurs influences respectives de crainte d'un troisième rival comme les Allemands au Maroc.

Cet article est intéressant, car il montre de quel esprit de défense on veut animer la population en Perse et il est remarquable en tous cas qu'il ait paru dans un journal qui s'imprime à Calcutta et est fort répandu à Téhéran³⁷.

Ce faisant, La Martinière déforme quelque peu le propos de l'article de Mō'ayyed ol-Islām, qui incrimine non seulement la Russie et la Grande-Bretagne, mais également la France, accusée d'appartenir à ce triangle franco-russo-britannique qui serait à l'origine d'un complot mondial pour coloniser les puissances mineures³⁸ ; pour lui, « l'accord sur l'Égypte, le Maroc, l'Afghanistan, le Tibet », entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France, ou encore « l'accord imposé par la Russie à la Pologne et à la Finlande, celui par la Grande-Bretagne avec les rois des Indes, et celui de la France à Madagascar et au Siam, suivent tous cette même politique »³⁹. En outre, La Martinière ne semble pas avoir relevé l'appel du journal à se doter d'une langue nationale, ce qui vise directement la place privilégiée du français, dont l'influence au sein des élites iraniennes est alors considérable, et qui sert en Iran tant de langue de culture et d'éducation que de langue de la diplomatie. En ce qui concerne la réorganisation de l'armée iranienne, Mō'ayyed ol-Islām préconise en fait sa modernisation « sur le modèle suisse *ou allemand* »⁴⁰.

Il est étrange que La Martinière n'ait répercuté ni les critiques portées contre la France, ni surtout l'appel à prendre exemple sur l'armée allemande, et donc potentiellement à s'adresser à des conseillers militaires allemands, ce qui n'aurait pas manqué d'inquiéter le gouvernement français. Pourquoi ces omissions ? Le ministre plénipotentiaire n'avait sans doute pas accès directement au contenu du journal et il n'est pas impossible qu'un traducteur ait supprimé ces passages, masquant ainsi le contenu véritable de l'article au diplomate français pour lui complaire ou, éventuellement, par sympathie politique avec le fondateur de *Ḥabl ol-Matīn* .

³⁶ . *Ibid.*, p. 219.

³⁷ . Archives du ministère des Affaires étrangères, La Courneuve (ci-après : AMAE-La Courneuve), Perse, 191CPCOM/3, La Martinière à Stéphen Pichon, 9 décembre 1907. C'est moi qui souligne.

³⁸ . Il s'agit d'un long article publié en 1907 dans cinq numéros successifs (n° 11,12, 13,14 et 15). Dans son ouvrage, *The Persian Revolution of 1905-1909, op. cit.*, Edward Granville Brown a traduit une grande partie de cet article en anglais.

³⁹ . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 11, 1907, p. 2.

⁴⁰ . *Ḥabl ol-Matīn*, n° 13, 1907, p. 4. C'est moi qui souligne. Dans le n° 15 de l'année 1907, juste après l'article mentionné par La Martinière, Mō'ayyed ol-Islām en consacre un papier entier à l'encadrement de l'armée allemande. Cet article est intitulé : « L'armée allemande : un modèle potentiel pour les Iraniens ».

Deux mois plus tard, La Martinière envoie une nouvelle dépêche à Pichon à propos d'un article de *Habl ol-Matīn*, daté du 16 décembre 1907 et rédigé sous la forme d'une lettre au président de l'assemblée iranienne, Ehteshām ol-Saltāneh. L'article porte en partie sur le Français Jaques Bizot, embauché en 1908 pour une durée de deux ans comme conseiller financier de l'État iranien, sous la pression des Russes et des Britanniques. Bien que Mō'ayyed ol-Islām approuve le recrutement d'un conseiller étranger pour aider les Iraniens à réformer leur administration, il regrette que le gouvernement n'ait pas fait appel à un conseiller indien « plus expérimenté et qualifié que ne peut l'être le conseiller français »⁴¹. Voici le commentaire d'Henri de La Martinière après avoir résumé l'article en question :

Le journal indien [*sic*] *Habl ol-Matin* qui s'imprime à Calcutta et qui parvient régulièrement ici, a une grande influence dans les milieux politique de Téhéran. Il a notamment contribué pour une très large part au mouvement d'opinion qui provoqua, il y a deux ans, l'établissement du régime constitutionnel. [...] Ce périodique [...] contient un long article très documenté, dont il me paraît intéressant de signaler les tendances et les conclusions au moment où nous venons de terminer ici l'engagement du conseiller financier au service du gouvernement français. [...] L'auteur de cette étude est partisan du concours de nations qui n'ont pas un intérêt politique prééminent en Perse. C'est ainsi qu'il parle plus volontairement des Américains, des Suisses et surtout des Japonais. Ces derniers semblent avoir toute sa sympathie [...] En ce qui nous concerne, l'article en question doit retenir notre attention. Si nous voulons continuer dans la voie si fructueuse pour nos intérêts et pour notre politique générale qu'avec ici la nomination du conseiller financier français, il importe de nous préoccuper des tendances révélées par l'*Habl ol-Matin* et d'examiner comment nous pouvons faire bénéficier notre action de la possibilité de prendre part, sous le couvert anglo-russe, à la réorganisation et à la mise en valeur de la Perse. Nul problème ne me semble plus digne de notre sollicitude, et c'est à ce point de vue que j'ai cru utile de signaler l'article en question⁴².

Contrairement au précédent, ce courrier respecte bien le texte original de l'article⁴³. Bien qu'heureux et fier du succès que représentait le recrutement d'un conseiller financier français, résultat qui serait paru impossible à obtenir avant l'accord de 1907, La Martinière, semble avoir bien compris que lorsque *Habl ol-Matīn* exhorte le gouvernement iranien à se tourner vers des pays « neutres », il n'inclut pas la France dans ces derniers. Cette constatation ne l'amène cependant pas à plaider en faveur d'un rééquilibrage de la politique française en Iran, bien au contraire. Cependant, sa proposition de chercher par tous les moyens à participer à la réorganisation de l'Iran en restant « sous le couvert anglo-russe », se heurte à un échec. Le recrutement de l'Américain Morgan Shuster en tant que conseiller financier, et la création d'une gendarmerie nationale supervisée par des officiers suédois en 1911 témoignent de la volonté de l'État iranien de recourir à des pays « neutres ». Ce fait marque ainsi l'indépendance de l'Iran, et sa volonté de se dégager de l'accord anglo-russe qu'il a été contraint de signer en 1907.

Mō'ayyed ol-Islām ignorait quelle avait été la carrière d'Henri de La Martinière, sans quoi il n'aurait pas manqué de consacrer un article à l'installation du ministre de France à Téhéran à la veille de la signature de l'accord russo-britannique. Il cherche en effet à rassembler dans *Habl ol-Matīn* tous les signes montrant que l'accord 1907 est une répétition du volet colonial de l'Entente cordiale de 1904 : l'ensemble de ses analyses visent à démontrer que si le gouvernement et le parlement iraniens en venaient à ratifier l'accord, le sort de l'Iran serait identique à celui du Maroc. Qu'un diplomate ayant longtemps exercé au Maroc soit désigné pour représenter la France en Iran n'aurait fait que conforter Mō'ayyed ol-Islām dans l'idée que les trois puissances européennes étaient en train de « calquer le plan marocain » sur l'Iran⁴⁴.

⁴¹ . AMAE-La Courneuve, Perse, 191CPCOM/3, de La Martinière à Stéphen Pichon, 24 janvier 1908.

⁴² . *Idem*.

⁴³ . Il s'agit de n° 21 de l'année 1907, p. 1-5.

⁴⁴ . *Habl ol-Matīn*, n° 13, 1911, p. 3.

Le comité de l'Alliance Française, créé en 1889 à Téhéran, en collaboration avec la légation de France à Téhéran, organise de temps en temps des conférences à destination des classes supérieures de la société iranienne, notamment du personnel politique iranien. Selon le *Bulletin de l'Alliance Française*, le Maroc, « pays auquel les Persans s'intéressent beaucoup »⁴⁵, fait partie des sujets abordés dans les conférences du comité en 1908. Or, comme nous l'avons dit précédemment, La Martinière n'ignorait pas la forte influence de *Habl ol-Matīn* sur les élites iraniennes. Il ne peut d'ailleurs que constater les tendances pro-allemandes de la classe politique téhéranaise, notamment des députés de l'assemblée : « Le président de la chambre [Ehteshām ol-Saltaneh] est allemand de goût, de culture et tendance. Il le proclame du reste hautement. Par-là, l'Allemagne a un pied solide et un instrument redoutable au lendemain de l'accord anglo-russe »⁴⁶. On peut dès lors se demander si l'organisation de telles conférences traitant du Maroc ne traduit pas chez les officiels français présents à Téhéran l'inquiétude d'assister à un affaiblissement durable de la position de la France dans le pays, et la volonté de présenter un tableau de la « question marocaine » qui diffère de celui dressé par la presse persanophone. Il est même possible que La Martinière soit lui-même intervenu au cours de ces conférences⁴⁷. Le *Bulletin de l'Alliance française* ne nous donne cependant pas plus de précision, et l'on doit, pour l'heure, en rester au stade de l'hypothèse.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le soutien du gouvernement français à l'accord russo-britannique de 1907 découle de son souhait de voir se constituer une Triple Entente contre l'Allemagne, quitte à écorner les intérêts économiques et culturels de la France en Iran, compte tenu de la forte opposition du parlement et des nationalistes iraniens à cet accord. Comme le mentionne un rapport du ministère des Affaires étrangères daté de 1920 :

Il [le gouvernement français] a considéré cet accord non pas du point de vue des questions locales qui y étaient traitées (Perse, Afghanistan, Tibet), mais du point de vue des relations générales Anglo-russes. C'était après les incidents de Hull⁴⁸ et la guerre russo-japonaise le premier rapprochement entre notre vieil allié la Russie, et le pays de l'Entente cordiale [*i.e.* le Royaume-Uni]⁴⁹.

Mais si le but du gouvernement français est, en premier lieu, de contrer les ambitions allemandes en Europe, il entend également couper l'herbe sous le pied des Allemands en Iran même⁵⁰. Les craintes du gouvernement français en la matière ne sont pas sans fondement. Afin de renforcer son économie, son armée, ses infrastructures, l'Iran s'adresse en effet de plus en plus à l'Allemagne, que son retard dans la course à la colonisation fait apparaître moins prédatrice que les autres grandes puissances occidentales. L'Allemagne fait même figure d'incarnation de la non-ingérence, ou plutôt de l'ingérence positive :

⁴⁵ . *Bulletin de l'Alliance française*, n° 112, 1908, p. 118.

⁴⁶ . AMAE-La Courneuve, Perse, 191CPCOM/2, La Martinière à Stéphen Pichon, 24 octobre 1907.

⁴⁷ . La participation du personnel diplomatique présent à Téhéran aux conférences du comité local de l'Alliance française semble avoir été une habitude. Le capitaine Ducrocq, attaché militaire à la légation française Téhéran, écrit dans un courrier de 1920 qu'il a donné une conférence au comité sur le thème de « L'influence française dans la bataille », avec pour objectif de « faire entendre la vérité [sur la Grande Guerre] » à Téhéran, où « l'influence française est en déclin et la tendance est favorable à l'Allemagne » : AMAE-La Courneuve, 202 PAAP/ 47, Georges Ducrocq (1900-1927), Rapport sur les conférences données par l'Alliance française à Téhéran, 1921.

⁴⁸ . L'« incident de Hull », ou « incident du Dogger Bank », désigne l'attaque en pleine Mer du Nord, dans la nuit du 21 au 22 octobre 1904, de chalutiers britanniques partis du port de Hull, par la flotte de la Baltique de la marine impériale russe, qui pensait avoir affaire à des torpilleurs japonais. Pour une analyse de cet incident, de son règlement, et de leurs conséquences dans les relations anglo-russes, notamment par rapport à la question iranienne, voir Firuz Kazemzadeh, *Russia and Britain in Persia. Imperial Ambitions in Qajar Iran*, Londres, New York, I.B. Tauris, 2013, p. 478-479.

⁴⁹ . AMAE-La Courneuve, Asie 1918-1940, P11840, Rapport sur l'accord anglo-russe de 1907.

⁵⁰ . Mariam Habibi, *L'interface France-Iran 1907-1938*, Paris, Budapest, Turin, L'Harmattan, 2004, p. 24.

Aujourd'hui, si nous suivons le modèle allemand, et si nous leur demandons conseil, nous serons politiquement plus avancés. Car, à ce jour, l'Allemagne est le pays le plus civilisé et le plus moderne du monde⁵¹.

Ainsi s'exprime un jeune Iranien dans le journal *Majles*. Pour l'Iran et les Iraniens opprimés par la Grande-Bretagne et la Russie, l'Allemagne est la seule puissance à même, bien davantage désormais que la France, de contrebalancer ces deux empires en Iran.

HABL OL-MATĪN ET LA MISE SOUS PROTECTORAT DU MAROC

Les interventions allemandes au Maroc, lors du « coup de Tanger » en 1905, et surtout du « coup d'Agadir » en 1911, qui coïncident tous deux avec des événements politiques importants en Iran, ont accru la popularité de l'Allemagne dans l'opinion publique iranienne. Ces interventions sont perçues comme de grandes faveurs accordées par une puissance occidentale, l'Allemagne, non seulement au Maroc, mais au monde musulman dans son ensemble. Dans son « discours de Tanger », Guillaume II a insisté sur la souveraineté et l'intégrité du Maroc, ouvert à tous les pays occidentaux ; un Maroc indépendant qui doit se diriger vers le progrès tout en conservant sa personnalité religieuse, partie intégrante de sa culture. Ces propos ne peuvent que séduire la presse iranienne et persanophone. Cette dernière a sincèrement foi dans la sincérité du Kaiser, qui se prétend le protecteur des musulmans depuis son discours de Damas en 1898. Elle fut donc enchantée par la position allemande, non seulement parce que Guillaume II s'affirme comme le protecteur des pays musulmans et qu'il insiste sur leur intégrité, mais encore parce qu'il se range de ce fait dans le camp opposé à la Grande-Bretagne et surtout à la Russie.

C'est notamment après la conférence d'Algésiras que Mō'ayyed ol-Islām informe régulièrement les lecteurs d'*Habl ol-Matīn* sur le déroulé des événements au Maroc, résumant les divers commentaires de la presse internationale, occidentale comme musulmane avant de livrer sa propre analyse⁵². Voici ce qu'il écrit dans le numéro du 10 juillet 1911 sur l'intervention allemande à Agadir :

Même si certains journaux européens (surtout français et britanniques) font croire que cette action de la part de l'Allemagne n'avait d'autre but que le partage du Maroc [en sa faveur], il est clair qu'en diffusant de telles informations leur objectif est de masquer leurs actions corrompues et de diminuer la popularité de l'Allemagne aux yeux des Marocains et des autres musulmans. Ceux qui s'y entendent en politique savent cependant bien que l'intervention allemande à Agadir est le seul moyen d'établir l'indépendance du Maroc, et jamais l'Allemagne n'acceptera le partage du Maroc⁵³.

Le regard bienveillant du journal sur l'Allemagne n'a pas varié dans les années qui suivent la « visite » du Kaiser à Tanger en 1905 ; son rédacteur demeure convaincu de la sympathie allemande à l'égard du Maroc et des musulmans en général. Bien vite cependant, la conduite de Berlin lors de la crise marocaine de 1911 le fera déchanter. Le 4 novembre 1911 en effet, l'Allemagne conclut un accord avec la France, laissant celle-ci sans rival au Maroc. Le désespoir qui perce alors dans *Habl ol-Matīn* est manifeste :

Tous les Orientaux, et notamment les musulmans, étaient convaincus que, grâce à l'intervention des Allemands, et surtout grâce à l'attention de l'empereur Guillaume II, le Maroc allait être sauvé des griffes des loups français et espagnol. Mais hélas ! Quel rêve⁵⁴ !

⁵¹ . *Majles*, 1908, n° 57, p. 4.

⁵² . Commentaires de titres de presse occidentaux comme, par exemple, *The Times*, *Le Temps* ou *Sabīl al-Rashād*, un journal turc.

⁵³ . *Habl ol-Matīn*, n° 4, 1911, p. 21.

⁵⁴ . *Habl ol-Matīn*, n° 43, 1912, p. 4.

Est-ce cet accord franco-allemand qui révèle à Mō‘ayyed ol-Islām que l’Allemagne n’agissait qu’en fonction de ses intérêts, comme l’avaient annoncé en somme certains journaux « corrompus » de l’Occident ? En fait, celui-ci vient plutôt confirmer les doutes que nourrit dès l’été 1911 le rédacteur de *Habl ol-Matīn* sur la politique allemande. Il a alors annoncé dans son journal qu’un rapprochement s’opérait entre la Russie et l’Allemagne sur la question iranienne. Le 7 août 1911, douze jours avant la signature de la convention germano-russe selon laquelle les deux parties reconnaissent « les intérêts spéciaux de la Russie et les intérêts commerciaux de l’Allemagne » en Iran⁵⁵, Mō‘ayyed ol-Islām regrette amèrement d’avoir été « le premier à répandre l’idée qu’il fallait faire intervenir l’Allemagne dans la politique iranienne ». En fin du compte, l’Allemagne « avait appris ses leçons politiques dans la même école que toutes les autres puissances européennes »⁵⁶.

L’établissement du protectorat français sur le Maroc par le traité de Fès de mars 1912 est un coup dur pour *Habl ol-Matīn* qui conserve envers et contre tout l’espoir que le Maroc conserve son indépendance. Pour son rédacteur en chef, la violation de l’Acte de la Conférence d’Algésiras, et plus particulièrement celle de la garantie de l’indépendance du Maroc, est « la violence la plus grave faite à l’encontre du droit international » au XX^e siècle⁵⁷. Que les participants à cette conférence n’aient pas tenu leurs engagements et aient laissé, par accord tacite, la France mettre le Maroc « sous le drapeau de la croix » le plonge dans la stupeur et la perplexité⁵⁸.

Profondément affecté, Mō‘ayyed ol-Islām publie alors, dans quatre numéros successifs de son journal, un long article dans lequel il rappelle l’histoire et la situation présente du Maroc, « l’un des plus importants royaumes islamiques, où les musulmans gouvernaient et prospéraient ». L’objectif est d’avertir ses lecteurs que l’Iran, qui fut comme le Maroc un État puissant et prospère, pouvait à son tour connaître le même destin, et de les inciter à réagir à une prochaine intervention étrangère susceptible de mener à une mise sous protectorat de l’Iran. De façon significative, il donne à son article intitulé « À l’attention des Iraniens : la fin de la monarchie islamique du Maroc », le sous-titre : « L’article qui reflète la situation même de l’Iran »⁵⁹ ; il s’efforce d’y dégager les points communs entre l’histoire des deux pays jusqu’au XX^e siècle, afin que les Iraniens ne commettent pas les mêmes erreurs que les Marocains. Le Maroc devient de ce fait un exemple, sur lequel les Iraniens sont invités à méditer et dont ils doivent tirer ces leçons pour leur avenir : que le peuple et le gouvernement unissent leurs efforts contre les visées impérialistes qui les menacent, sous peine de voir la souveraineté iranienne, à son tour, bafouée et abolie.

Pour l’auteur, après la mise du Maroc sous protectorat et l’annexion de la Libye par l’Italie au mois de novembre 1911, le sort de l’Afrique est réglé ; les puissances colonialistes européennes vont désormais se tourner vers l’Asie centrale, y compris l’Iran. Voyant ainsi l’ombre du colonialisme poindre dans le ciel iranien, il met en garde l’Occident :

Je dis à haute voix que les Européens sont des grands experts dans les affaires politiques. Mais la manière dont ils se comportent avec les nations orientales est extrêmement dangereuse. [...] Ils feraient mieux de se contenter de ce qu’ils possèdent et de ne pas toucher à l’ordre mondial existant. [...] Même s’ils dominent temporairement le monde en raison de leur puissance militaire et scientifique, il arrivera un jour où les Orientaux se vengeront des Occidentaux⁶⁰.

⁵⁵ . Mariam Habibi, *op. cit.*, p. 108.

⁵⁶ . *Habl ol-Matīn*, n° 8, 1911, p. 6.

⁵⁷ . *Habl ol-Matīn*, n° 43, 1912, p. 4.

⁵⁸ . *Habl ol-Matīn*, n° 42, 1912, p. 20.

⁵⁹ . Les trois citations sont tirées de *Habl ol-Matīn*, n° 42, 1912, p. 20.

⁶⁰ . *Habl ol-Matīn*, n° 1, 1912, p. 5.

CONCLUSION

La presse iranienne ou persanophone en général, et *Habl ol-Matīn* en particulier, portent visiblement une attention spéciale à la question coloniale marocaine, plus qu'aux autres pays colonisés de la même époque. Au-delà des seules raisons religieuses et de l'influence du mouvement panislamiste, il faut chercher les causes de cette empathie dans la situation politique de l'Iran lui-même. Le processus de mise sous protectorat du Maroc survient à une période où l'Iran subit des épreuves qui font écho à la situation marocaine : mainmise des puissances européennes, guerre civile, division entre les régions et les diverses factions politiques, incurie et tyrannie du souverain, fortes difficultés économiques, aggravées par de nombreux emprunts à des créanciers européens et par la concession à des régies européennes de plusieurs pans de l'économie nationale, etc. C'est aussi une époque où la question de l'indépendance et de l'intégrité territoriale se pose plus que jamais aux Iraniens. Les événements survenus au Maroc ont par conséquent suscité chez eux de l'espoir d'abord, puis de la crainte : réjouis d'abord par la résistance marocaine à l'impérialisme occidental, l'établissement du protectorat provoque ensuite leur consternation car, par-delà la distance qui sépare les deux pays, le Maroc leur apparaît comme un miroir de l'Iran lui-même.